

M. Orlikow: Monsieur le Président, le député a raison de dire que le gouvernement a imposé de lourdes surtaxes aux Canadiens.

Son parti a été au pouvoir pendant 30 des 36 dernières années, soit de 1950 à 1986. En 1950, l'impôt des sociétés et l'impôt sur le revenu des particuliers assuraient la même proportion des recettes gouvernementales. Le gouvernement n'a cessé d'élargir cet écart.

Aujourd'hui, l'impôt des sociétés équivaut à peu près au quart de l'impôt des particuliers. Ce ne sont pas les conservateurs qui en sont les seuls responsables, car les sociétés obtenaient déjà chaque année des concessions de plus en plus généreuses pendant que les libéraux étaient au pouvoir. Où était le député pendant que son gouvernement agissait de la sorte?

Je rappelle aussi au député que c'est pendant son mandat que 250 contribuables dont les revenus ont dépassé \$200,000 la dernière année où nous avons les chiffres, n'ont pas payé un cent d'impôt. C'était son gouvernement qui permettait et encourageait un écart aussi injuste. Où était-il pendant toutes ces années?

Le député a dit que la concurrence était absente dans le secteur pétrolier ce qui se traduisait par des prix élevés à la pompe. Nous savions déjà pendant que les libéraux étaient au pouvoir, que cette absence de concurrence durait depuis longtemps. Il est vrai que Petro-Canada devrait montrer l'exemple, mais il existe d'autres moyens de rappeler à l'ordre les pétrolières. Elles auraient dû être poursuivies en vertu de la législation sur la concurrence, mais le gouvernement libéral s'en est bien gardé. Pourquoi?

● (1200)

M. Kaplan: Permettez-moi de revenir au dernier point dont j'ai cru traiter dans mon exposé. Je n'ai pas pris ces données dans le rapport que l'ancien gouvernement avait commandé. Ce rapport dépeignait assez bien la situation des détaillants et la façon dont les consommateurs étaient affectés, mais ce rapport n'impute pas des crimes aux entreprises pétrolières dont elles devraient rendre compte. Cependant, le rapport nous apprenait que, sans que cela soit nécessairement illégal, on s'était arrangé pour que la concurrence soit beaucoup moins vive. Je sais par ailleurs ce que le Nouveau parti démocratique aurait fait. Il aurait nationalisé Imperial Oil ou tout un tas d'autres partenaires. C'est la solution de facilité socialiste, mais ce n'est pas ce que les libéraux voulaient faire.

M. Orlikow: Vous n'avez rien fait du tout.

M. Kaplan: Le député dit que nous n'avons rien fait du tout, mais nous avons créé un partenaire principal destiné à garantir l'honnêteté du jeu. Il devait être notre garant, le garant du peuple canadien, qui payait les taxes qui ont permis à cette société d'acquiescer tous ses avoirs, Petrofina, une grande partie des stations Gulf et des tas d'autres installations dans le pays. C'est nous qui avons établi le financement permettant à cette société de le faire.

Que constatons-nous maintenant que les consommateurs canadiens sont victimes de l'absence de concurrence? Nous constatons que Petro-Canada est passée de l'autre côté et que la ministre est fière de venir à la Chambre nous raconter qu'elle a dit à Petro-Canada de faire comme les autres, de ne pas essayer de lever le petit doigt pour aider ses actionnaires, qui sont les Canadiens. Elle lui a dit d'emboîter le pas au reste de

l'industrie. Eh bien, c'est une perversion des objectifs de Petro-Canada, qui fait que les Canadiens sont maintenant à la merci de sociétés contrôlant l'énergie qui ne se concurrencent absolument pas.

Je sais que je n'ai pas beaucoup de temps, mais j'aimerais dire quelques mots sur l'argument selon lequel la contribution des sociétés va être proportionnellement de moins en moins élevée, alors que celle des particuliers va augmenter de plus en plus au fil des années, en raison du système fiscal. L'erreur du Nouveau parti démocratique lorsqu'il fait cette critique—car il considère que c'est une critique—est de considérer que les riches sociétés sont la même chose que des gens riches.

M. Orlikow: Elles ne doivent pas payer de taxes?

M. Kaplan: Les sociétés ne sont pas des personnes, riches et pauvres, avec des besoins et des ressources. Les sociétés appartiennent aux gens.

M. Hovdebo: Les tribunaux les considèrent comme des personnes.

M. Orlikow: Pourquoi les banques ne payent-elles pas de taxes?

M. Kaplan: J'aimerais bien répondre à cela, et le député pourra certainement poser une autre question, mais j'aimerais essayer d'éclairer . . .

Le président suppléant (M. Paproski): A l'ordre, s'il vous plaît. Le député pourra poser une question supplémentaire s'il le souhaite. Le député de York-Centre (M. Kaplan).

M. Kaplan: J'essaie d'expliquer la rationalisation du système fiscal qui a été recommandée par une idole du NPD, la Commission Carter, afin d'essayer de faire peser le fardeau des taxes sur les épaules de ceux qui en ont les moyens. Derrière ces sociétés, il y a les propriétaires, et dans la mesure où l'on faisait passer les taxes des sociétés aux particuliers, on déplaçait le fardeau fiscal des sociétés vers les riches propriétaires de ces précieuses sociétés. Je pense que si le député regarde comment on a déplacé à cette époque le fardeau fiscal pour le faire assumer par les contribuables particuliers, il s'apercevra que, contrairement à ce qui s'est passé depuis les dernières élections, on a fait en sorte que ceux qui en avaient le moins les moyens payaient moins de taxes, et que ceux qui en avaient le plus les moyens en payaient plus.

Je sais qu'il y a quelques grosses fortunes qui réussissent à manœuvrer de façon à ne pas avoir à payer d'impôt. Nous sommes d'accord avec le principe d'un impôt minimum de façon à empêcher ce genre de manœuvre. Je suis un ancien juriste fiscal. Je sais jusqu'à quel point on peut aider les gens disposant de très gros revenus à échapper totalement au fisc. Ce n'est pas si facile, et cela devenait de plus en plus difficile chaque année jusqu'aux dernières élections. A partir de là—et j'ai mentionné officiellement les chiffres qui le montrent—l'objectif du gouvernement n'a plus été d'accroître la part de ceux qui ont le plus de moyens. Au contraire. Il a été d'aider les riches Canadiens à s'enrichir encore plus vite en payant moins de taxes, et de demander aux couches moyennes et inférieures de la société—contrairement à ce qu'avaient fait les précédents gouvernements libéraux—d'assumer une plus grosse part du fardeau fiscal.